

Travaux de la Chambre

M. Axworthy: Il avait bonne réputation.

Mme Collins: En fait, nous accepterons cette année jusqu'à 12 000 réfugiés parrainés par le gouvernement, et d'autres bien sûr sont parrainés à titre privé par l'intermédiaire d'Églises et autres organismes. Il n'y a pas de limite au nombre de réfugiés que l'on peut parrainer à titre privé, quand on passe par les voies normales. Nous sommes en effet, et continuerons d'être un des pays les plus généreux lorsqu'il s'agit d'accueillir de véritables réfugiés et de réagir à des situations génératrices de réfugiés.

Quant à la consultation, notre gouvernement et notre premier ministre (M. Mulroney) sont à l'écoute des Canadiens. Cela ne vous surprend-il pas? Nous ne sommes pas à l'écoute uniquement des groupes qui défendent des intérêts spéciaux ni des gens qui ont des intérêts particuliers. Nous sommes à l'écoute d'un vaste éventail de gens et nous devons tenir compte de leurs préoccupations. Nous avons en fait incorporé...

M. Axworthy: Ainsi donc, la Coalition des citoyens, n'est pas un groupe de véritables Canadiens à vos yeux?

Mme Collins: Je réponds à la question. Nous en avons tenu compte. Nous avons incorporé bon nombre des recommandations du rapport Plaut et nous avons répondu aux préoccupations essentielles des Canadiens qui voulaient que nous nous attaquions au problème pour le régler rapidement et efficacement dès maintenant.

Le président suppléant (M. Paproski): La période réservée aux questions et observations est maintenant terminée.

* * *

LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

M. Lewis: Monsieur le Président, il y a eu des pourparlers entre les divers partis et vous constaterez je crois que ma proposition ralliera le consentement unanime. Le député d'Edmonton-Ouest (M. Dorin) comptait présenter aujourd'hui une initiative parlementaire, mais malheureusement il est absent. Nous en avons discuté avec les leaders parlementaires et avons convenu de suspendre pour aujourd'hui l'heure réservée aux initiatives privées et de poursuivre les travaux dont la Chambre discutait auparavant, et cela jusqu'à 18 heures lorsque les travaux d'ajournement seront abordés. Nous avons également convenu que la mesure du député passerait au bas de la liste de l'ordre de préséance au *Feuilleton*.

M. Gauthier: Monsieur le Président, je puis effectivement confirmer que des pourparlers ont eu lieu. Je veux simplement rappeler à la Chambre qu'il ne faut pas y voir un précédent au cas où, à l'avenir, on n'étudiera pas un projet de loi d'initiative privée. Je ne tiens pas à créer le moindre précédent à cet égard.

M. Riis: Monsieur le Président, je confirme moi aussi qu'il y a eu de longs entretiens à ce sujet. Comme l'a rappelé mon collègue, nous ne tenons pas à créer de précédent. Toutefois, notre décision témoigne du bon esprit des partis de l'opposition qui s'efforcent de faciliter un débat sensé et réfléchi sur ces questions cruciales. Nous attendons impatiemment d'entendre le prochain intervenant. Là encore, en tant que députés de l'opposition, nous nous employons à rendre efficace notre institution. A cet égard, quand on nous a saisis de cette demande,

notre première réaction a été d'accorder notre pleine collaboration.

* * *

LA LOI SUR L'IMMIGRATION DE 1976

MESURE MODIFICATIVE

La Chambre reprend l'étude de la motion de M. Bouchard: Que le projet de loi C-55, tendant à modifier la Loi sur l'immigration de 1976 et d'autres lois en conséquence, soit lu maintenant pour la 2^e fois et renvoyé à un comité législatif, et de l'amendement de M. Marchi, (p. 7338).

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, qu'est-ce qui motive le rappel du Parlement en session d'été d'urgence? Où est l'urgence? Où est la crise? En utilisant la question des réfugiés comme écran de fumée, le gouvernement vise en réalité à assurer l'adoption rapide du projet de loi qui prévoit la modification de notre législation portant sur les médicaments. Les Américains ont exigé cette mesure législative dans le cadre des négociations sur le libre-échange avec le Canada.

Ce n'est pas par hasard que le président du conseil consultatif sur le commerce du président Reagan est également le président de Pfizer Corporation, une des grandes multinationales américaines. Les Américains ne nous ont pas caché de secrets. Contrairement à notre gouvernement, ils n'ont pas fait mystère de leurs objectifs prioritaires et de leurs intentions. En tout premier lieu, bien entendu, ils souhaitent l'adoption de cette mesure législative qui accorderait une protection accrue au Canada aux brevets des multinationales américaines de l'industrie pharmaceutique. Voilà le véritable ordre du jour et voilà pourquoi nous sommes ici.

Nous sommes ici parce que Votre Honneur a refusé d'accorder au vice-premier ministre (M. Mazankowski) le privilège de reconnaître qu'il était dans l'intérêt public de rappeler le Parlement pour ne traiter que de la mesure législative portant sur les médicaments. Le refus de Votre Honneur était tout à fait fondé.

Le vice-premier ministre, sur les instructions du premier ministre (M. Mulroney), est revenu à la charge en cachant mieux son jeu. Puisqu'il ne suffisait pas de dire franchement ce qui intéressait le gouvernement en priorité, on a choisi un moyen détourné en mettant de l'avant la question des réfugiés, qui a soulevé l'opinion publique au Canada durant l'été.

[Français]

C'est probablement, monsieur le Président, la première fois dans l'histoire que l'Assemblée législative d'un pays souverain comme le Canada est convoquée en session d'urgence pour adopter les lois exigées par le gouvernement d'un autre pays. Le gouvernement conservateur utilise la question des réfugiés comme prétexte pour faire adopter rapidement des changements à nos lois sur les brevets pharmaceutiques que les Américains exigent dans le cadre des négociations sur le libre-échange. Cette nouvelle loi fera grimper le prix des médicaments au Canada de centaines de millions de dollars par année. Les pauvres, les malades, les handicapés, les personnes âgées, les familles à faibles revenus feront les frais de ces augmentations de prix parce que le gouvernement a plié devant les Américains.